



PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

5-423



Directeur: Georges Gvazawa

SOMMAIRE

Lugubre plaisanterie	<i>G. G.</i>
Un point névralgique	<i>P.-E. Briquet</i>
L'Angleterre et le Caucase du XIX ^e siècle..	<i>I. Havjoko</i>
Raisons d'espérer	<i>E. de Frémery</i>
« L'homme malade »	<i>V. Sadovski</i>
Les réserves de naphte en Azerbaïdjan	<i>M. A.</i>
Document historique (fin)	**
Revue de la presse	**
Chronique	

Direction et Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Lugubre plaisanterie

« Le cours de l'histoire a amené la Géorgie ensoleillée dans la lugubre prison des peuples, dans la Russie tsariste. Les peuples de Géorgie ont toujours connu les horreurs de l'oppression coloniale perpétrée par les satrapes tsaristes. »

Qui parle ainsi ? C'est M. Vorochilow, le maréchal rouge de l'Union soviétique.

On est tenté de lui poser cette question : Et maintenant ? Quelle est la situation de ce malheureux pays sous la domination de la Russie soviétique ? Les horreurs de la répression coloniale perpétrée par les satrapes tsaristes ne continuent-elles pas dans leurs formes les plus abominables sous la direction des satrapes communistes ? C'est ce que nous allons voir.

SITUATION DIFFICILE

L'entrée de la Russie soviétique dans la Société des Nations et le rôle qu'elle a la prétention d'y jouer depuis cette date en ce qui concerne la direction de la politique internationale, créent une situation bien difficile pour les dirigeants de Moscou.

M. Litvinov a beau clamer du haut de la tribune genevoise que le système soviétique ne peut constituer un obstacle à une collaboration honnête et sincère de la Russie, le fait est tout autre : la S.D.N. a ses principes, la Russie a les siens, ils sont incompatibles les uns aux autres. Comment sortir de cette contradiction ?

A Genève, l'Union soviétique condamne hautement toute politique de caractère agressif, mais sa politique à elle n'est qu'une agression continue et méthodique contre tous les Etats dits bourgeois et capitalistes ; à Genève, elle se pose en champion de la paix, mais la guerre reste toujours le moyen le plus sûr pour arriver au but suprême de la révolution mondiale ; elle jette feu et flamme contre l'Italie à propos de son expédition coloniale, mais elle oublie volontiers ses propres expéditions non pas coloniales, mais dirigées contre des Etats libres et civilisés tels que le Caucase, l'Ukraine et le Turkestan, Etats qu'elle a abattus à coups de canon et soumis à sa domination... Contradiction flagrante, mauvaise foi évidente.

Staline l'a compris, aussi s'est-il at-

taché à reculer, comme disait Lénine, « certaines positions trop avancées » de la propagande communiste. Il a supprimé certaines organisations d'anciens bolcheviks, fait quelques réformes à tendance soi-disant démocratique, autour desquelles on a fait tant de bruit. On dit même qu'il aurait l'intention d'établir un régime parlementaire, etc., etc. Il ne néglige rien pour faire miroiter devant les yeux de l'Europe la possibilité d'une « évolution » du système soviétique dans le sens acceptable pour la conscience humaine. Reste une question, la plus épineuse de toutes, celle des peuples opprimés et spoliés par l'impérialisme soviétique.

On sait que Moscou ne laisse pas passer la moindre occasion sans dénoncer l'impérialisme des grandes puissances européennes. C'est le pivot de sa propagande dans toutes les colonies. Si une puissance n'a pas de colonie ou si elle n'occupe même pas la moindre parcelle d'un territoire étranger, c'est égal, Moscou ne l'accuse pas moins d'avoir des « visées impérialistes ». Chose curieuse : les autres n'ont même pas le droit d'avoir des visées si fantastiques soient-elles, mais la Russie, elle, peut avoir non seulement des visées — et nul n'ignore le caractère de ces visées — mais occuper *en fait* d'immenses territoires étrangers : l'Ukraine, le Caucase, le Turkestan, la Crimée, la Cosaquie, l'Idel-Oural, la Carélie Orientale, la Sibérie, la Mongolie Extérieure. Comment sortir de cette situation intenable et indéfendable ? Comment prouver à l'Europe que ce n'est pas un impérialisme mais une union des peuples librement acceptée par eux ?

Staline a résolu le problème. Il a donné l'ordre qu'on célébrât désormais

l'anniversaire de chaque invasion de l'armée rouge dans le territoire des peuples opprimés. Il l'a déclaré « fête nationale ». La date de ces « fêtes nationales » varie naturellement suivant les dates d'invasion de l'armée soviétique. C'est ainsi qu'on a fêté successivement l'anniversaire de l'occupation de l'Ukraine, de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie... Le 25 février ce fut le tour de la Géorgie. Les cinéastes soviétiques ne ménagèrent pas leur talent, et c'est ainsi que la « fête nationale » de la Géorgie a battu tous les records par sa splendeur : échange de télégrammes enthousiastes entre Moscou et Tiflis, parades militaires, défilés d'associations sportives, discours enflammés contre le régime tsariste et menaces à poings fermés contre les impérialistes européens.

Pourquoi tant de bruit, tous ces roulements de tambour ? C'est pour montrer à l'Europe, pour démontrer cette vérité si inconcevable pour les têtes dures des Européens que la domination russe n'est nullement une domination, qu'elle est synonyme de liberté ! La Géorgie était une colonie sous le régime tsariste, mais depuis le jour de l'occupation de ce pays par l'armée moscovite, elle est devenue un pays libre, plus libre même que n'importe quel Dominion anglais. Et les preuves donc ? — Qu'à cela ne tienne !

MELOPEE ENCHANTERESSE

La preuve ? La voici. C'est l'enthousiasme du peuple. Et qui peut mieux exprimer cet enthousiasme sinon les poètes ? !

Moscou eut en effet cette idée originale : de mobiliser les poètes géorgiens, et il leur enjoignit de traduire en chant libre l'enthousiasme d'un

peuple si heureux d'être rivé au boulet moscovite. Les poètes se rassemblèrent, accordèrent leurs lyres et entonnèrent une mélodie enchanteresse qui occupe deux grandes pages du grand journal de Moscou, la *Pravda* (25 février). Cet immense poème retrace, toujours en vers, l'histoire de la Géorgie depuis l'époque d'Alexandre le Grand jusqu'à nos jours. Il va de soi que ce long passé ne fut qu'un long cri de détresse pour la Géorgie et que l'aube de sa délivrance ne date que du jour de l'occupation du territoire géorgien par l'armée rouge. Suit un chant dithyrambique en l'honneur de Staline et de Moscou pour tous les bienfaits qu'ils ont si généreusement répandus sur la Géorgie. Les journaux soviétiques sont enchantés de ce procédé qui exprime d'une façon si éclatante toute la gratitude du peuple géorgien envers ses bienfaiteurs. Jamais un Baldwin n'aurait reçu un pareil message du Canada ou de l'Australie. Mais Staline, lui, détient déjà ce document unique dans le monde. « La lettre des travailleurs de la Géorgie, écrit le *Journal de Moscou* (3 mars), au grand chef des peuples, Staline, versifiée par les meilleurs poètes du pays, est un document d'une valeur sociale exceptionnelle et d'une grande force épique. »

Sur « la valeur sociale » il est permis de faire des réserves, mais pour ce qui est de la « force épique » du poème, le doute n'est plus permis. Mais que peut bien prouver cette force épique ? Une seule chose : que les nouveaux Orphées de Géorgie ne pouvaient faire autrement. Ils suivirent l'exemple de leur ancêtre légendaire pour apaiser les bêtes féroces dont la Moscovie est peuplée.

Mais laissons la poésie et passons à la prose.

LA VRAIE LIBERTÉ

La prose consacrée à la « fête nationale géorgienne » est aussi longue que la poésie précitée et non moins chargée de mensonges et de déformations des faits historiques.

Les journaux moscovites, dociles aux ordres du Kremlin, sont unanimes à déclarer que la ruée de l'armée rouge n'avait d'autre but que d'apporter aide et assistance au peuple géorgien dans sa lutte pour la liberté ! Oui, prétendent-ils, la liberté politique dont jouissait la Géorgie avant son occupation n'était en réalité qu'un esclavage alors que l'esclavage russe n'est nullement un esclavage, mais la vraie liberté. Le peuple géorgien aurait compris cette différence essentielle et se serait soulevé contre lui-même, contre ses élus et ses morts. Avec cette billevesée Moscou croit pouvoir effacer son crime et éluder sa responsabilité devant le peuple géorgien et la conscience universelle.

Mais supposons contre toute évidence qu'une partie de la population reste en opposition à son gouvernement, ce qui est d'ailleurs tout naturel dans un Etat libre. Est-ce une raison suffisante pour envahir et occuper le territoire d'un Etat indépendant ? Jamais ! répond le droit international. Mais Moscou se moque du droit des gens. Sa doctrine est tout autre. Cette doctrine a été développée par M. Staline lui-même dans une interview accordée à M. Barbusse. D'après lui, si un gouvernement étranger « trahit le prolétariat » ou si, dans un Etat étranger « la révolution est en danger », l'Union soviétique croit de son devoir d'intervenir avec son armée pour protéger le prolétariat et sauver la révolution. Voilà le seul motif invoqué par le chef

lui-même et dont les journaux soviétiques n'ont pas droit d'ignorer la portée. La Géorgie a donc été envahie et occupée au mépris de tout droit et en violation flagrante du traité russo-géorgien dûment conclu le 7 mai 1920. En vertu de ce traité, la Russie reconnaissait sans réserve la souveraineté de l'Etat géorgien et s'interdisait solennellement toute intervention dans ses affaires intérieures. Il s'ensuit en bonne logique que l'Union soviétique qui fait partie de la S.D.N. est tenue de retirer son armée du territoire géorgien et de réparer tout le mal qu'elle a infligé à la Géorgie.

LA VIE EST BELLE

Que voulez-vous ? Le prolétariat géorgien ne comprend pas tout le prix des bienfaits que Moscou lui prodigue. L'ingrat a lutté les armes à la main contre les envahisseurs russes ; il a soutenu une lutte acharnée pour l'indépendance de sa patrie. Il a vu de ses propres yeux les plaines de la Koura et du Rion jonchées des cadavres de ses frères, ouvriers et paysans. Il se souleva en 1922 et en 1923, non pas contre son gouvernement légal qui était alors en exil, mais contre le gouvernement installé à Tiflis, par ordre de Moscou. La lutte insurrectionnelle prit une envergure jusqu'alors inconnue en 1924. On connaît le bilan de cette boucherie : plus de 6.000 combattants géorgiens lâchement massacrés après qu'ils eurent déposé les armes. Qu'étaient-ils ces combattants, sinon des ouvriers et des paysans géorgiens ? Ah, le prolétariat se souvient bien des dizaines de villages bombardés, des milliers de familles anéanties, des berceaux mis en pièces... Et les fusillades, les déportations, les tortures dans les

caves sinistres de la Tchéka... connaîtra-t-on jamais le nombre même approximatif de ces victimes ? Le prolétariat géorgien est le témoin oculaire de toutes ces horreurs perpétrées avec tant d'acharnement par les satrapes sanguinaires délégués par Moscou.

Ce n'est pas tout ! Les journaux soviétiques qui se font l'écho de « l'enthousiasme » avec lequel le peuple géorgien aurait fêté le quinzième anniversaire de son entrée dans le paradis soviétique, consacrent de longs articles à la « transformation radicale de la Géorgie au point de vue économique ». Ils jonglent avec des chiffres astronomiques impossibles à vérifier. Ils prétendent que des millions et des millions de roubles ont été investis dans différentes branches de l'activité économique, et ils arrivent à la conclusion que la production globale de la Géorgie serait actuellement deux fois voire même trois fois plus élevée qu'elle ne le fut avant l'invasion russe.

Mais est-ce vraiment une preuve de relèvement économique et du bien-être des travailleurs du pays ? Pour répondre à cette question, il ne faut pas perdre de vue un point essentiel qui réduit à néant toute ces soi-disant réalisations : c'est que le pouvoir dictatorial de Moscou a « nationalisé » toute la terre, tout le sous-sol, toutes les entreprises et tout le commerce. Qu'on ne se trompe pas : « nationalisé » ne veut pas dire dans l'occurrence « propriété de la nation géorgienne ». Au contraire, c'est justement la nation géorgienne qui est dépouillée de toutes ses richesses : Oui, toutes ces richesses sont confisquées et déclarées *propriété de la nation russe*. Moscou s'est approprié toutes les ressources du pays et elle les exploite à son profit et pour son compte. Dans ces condi-

tions les chiffres astronomiques de dépense ne prouvent qu'une chose, c'est que l'exploitation du pays, c'est-à-dire le brigandage continue à un rythme vraiment bolchevik, car le peuple géorgien ne tire absolument rien de cette « transformation radicale de la vie économique ».

Nous disons bien, le peuple est réduit à l'esclavage. Nulle part dans le monde, pas même en Ethiopie, l'exploitation de tout un peuple n'a jamais été poussée aussi loin. Pas de liberté de mouvement, pas de choix de travail, le peuple doit travailler là où un travail lui est assigné. Quant aux produits de son travail, cela ne le regarde pas : manganèse, pétrole, fruits, thé, tabac, soie et tant d'autres matières premières, produits en énormes quantités, au dire même des journaux soviétiques, tout cela passe à la disposition de Moscou, et, selon son gré, reprend la route de Moscou ou de l'étranger. Et les tra-

vailleurs ? Ils ne reçoivent qu'un salaire misérable, à peine suffisant pour subsister et pour continuer à se débattre dans une misère des plus noires.

Les journaux soviétiques font encore entendre un autre son de cloche. Ils prétendent que le travailleur d'une collectivité rurale, par exemple, reçoit jusqu'à 15 et 20 roubles par journée de travail, mais ils se gardent bien de préciser quel est le pouvoir d'achat de ce rouble. Est-ce un sou ou deux ? On ne le sait pas, mais on sait très bien que la population tout entière manque de vêtements, de chaussures, de médicaments, de pain et de tous objets de première nécessité. Dans cette atmosphère de souffrance et de désolation, Moscou ne se lasse pas de lancer l'ordre :

« Riez ! la vie est belle ! »

Jusqu'à quand cette lugubre plaisanterie ?

Georges GVAZAWA.

Un point névralgique

L'Ukraine n'a pas cessé d'être depuis 1933 ce qu'on est convenu d'appeler un point névralgique. Les Soviétiques craignaient et craignent encore les convoitises allemandes ou polonaises sur ce territoire immense, grenier de la Russie, peuplé par une nation distincte de 35 millions d'êtres humains. C'est la peur de voir l'Ukraine lui échapper qui a poussé Moscou à se rapprocher de Genève, puis à entrer à la S. D. N.

Mais la S. D. N. et le pacte militaire avec la France, — non encore effectif, il est vrai, — ne suffisent pas

à rassurer le Kremlin. Ce dernier a procédé en 1935 à la déportation d'une partie importante de la population autochtone sur une bande de territoire large de 100 km. longeant la frontière polonaise et roumaine. Surtout, Moscou occupe militairement l'Ukraine. Le *Morning Post* signalait le 19 décembre 1935 que le nombre des divisions stationnées en Ukraine soviétique était porté de 10 à 28, dont 10 placées à la frontière russe. De pareilles concentrations ne constituent-elles pas une menace pour la paix ? C'est une question qu'il est permis de poser. En

Ukraine, d'ailleurs, ont lieu des grandes manoeuvres soviétiques. Celles de 1935 se déroulèrent à la frontière polonaise.

La cause principale des anxiétés soviétiques n'est cependant nullement extérieure. Elle doit être cherchée en Ukraine même, dans le mécontentement, dans l'hostilité de la nation ukrainienne. L'oppression soviétique est si insupportable qu'en 1933, les chefs communistes ukrainiens eux-mêmes ouvraient enfin les yeux sur le sort fait à leur peuple. Staline les abattit sans merci. Skrypnik paya de sa vie un patriotisme tardif. Et la famine servit les desseins de Moscou. Elle décima ses ennemis ukrainiens.

Mais l'opposition des riches terres à blé ne faiblit pas, et c'est elle qui trouble le sommeil des chefs bolcheviks. Tous leurs efforts pour briser cette résistance sont restés sans résultat. Elle change de forme, s'adapte aux circonstances, s'accommode même du Guépéou, de la terreur et survit à la famine.

Cette résistance, la presse soviétique la constate elle-même. Les *Isvestia*, qui circulent à l'étranger, évitent généralement de parler des choses d'Ukraine et de révéler la profondeur du sentiment national dans ce pays, attribuent aux partisans de feu le général Petlioura des actes de sabotage agricole dans les kolkhoses des rayons d'Ostropol et de Hola-Prystan (région d'Odessa). La résistance se manifeste également dans l'industrie. On lutte contre les méthodes Stakhanoff de travail à la pièce. Presque toutes les stations de tracteurs enregistrent des pertes et ne se maintiennent que grâce à des subventions. Les stakhanovistes sont maltraités. Les *Isvestia* (8 décembre 1935) révèlent que les ouvriers de choc des champs de bette-

raves ayant été décorés par Staline en personne de l'ordre de Lénine, furent dispersés, maltraités. Les principaux coupables, Aksentchuk et Stepaniuk, ont été fusillés, et d'autres condamnés à la réclusion. Des événements semblables se sont produits à Berditcheff, à Wynytsa, Proskuroff et autres lieux. (*Wisty*, 14 décembre 1935).

Si les Soviets contestent ces faits, que ne laissent-ils, à l'instar des autres membres de la S. D. N., librement circuler les journalistes internationaux sur le territoire soviétique et spécialement en Ukraine ? L'interdiction actuelle prouve à quel point Moscou craint que la vérité ne transpire.

Moscou gouverne l'Ukraine par le moyen du parti communiste. Le ministère de la République fédérale existe toujours, mais il n'a pas de pouvoir réel. Ce dernier est exercé par Postycheff, Russe de Sibérie, secrétaire du parti communiste d'Ukraine, comme Staline est celui de l'U. R. S. S., et comme lui, mais sous ses ordres, dictateur absolu. Sa méthode, toute de violence au début, essaye parfois des moyens moins rudes. Mais les amnisties n'ont pas plus de succès que la sévérité. L'économie agricole et industrielle de l'Ukraine continue à être déficitaire. La famine est endémique. Ce pays est devenu une charge pour l'U. R. S. S.

Pour mater cette nation qui aime la liberté, Moscou a dû décréter une série de lois cruelles. Les kolkhoses, les fameuses fermes collectives, ont été inventées pour abattre la résistance surtout ukrainienne, pour la plier au communisme. Mais on ne peut ni ne veut édicter à Moscou des lois séparées pour l'Ukraine, car ce serait seconder un séparatisme. Les lois nécessaires pour maintenir la domination

soviétique en Ukraine sont donc appliquées à l'U. R. S. S. tout entière, et les chaînes forgées pour la première s'appesantissent sur l'infortunée Russie elle-même.

L'inquiétude soviétique est une menace pour la paix européenne. Le Kremlin a un jour, au cours d'un procès politique, accusé l'état-major français de comploter la sécession de l'Ukraine. Les soupçons moscovites se dirigent aujourd'hui vers Berlin, Varsovie ou Tokio. Mais le mal est en U. R. S. S. Il réside dans la situation intolérable faite à la nation ukrainienne.

Or cette situation, l'U. R. S. S. charge la S. D. N. de la maintenir. Et ce-

pendant elle est un danger pour la paix. Car peut-on fonder la paix et la sécurité de l'Europe sur l'oppression et l'extermination graduelle de 35 millions d'individus ? L'établir sur pareille injustice, ne serait-ce pas la placer sur une poudrière ?

Ceux-là même qui veulent s'appuyer sur l'U. R. S. S. ont intérêt à ce qu'elle soit forte. Or, l'Ukraine l'affaiblit, et finira par causer une tragédie si on ne secourt sa détresse. Les diplomates auxquels sont commis l'avenir de notre continent et le soin de maintenir la paix peuvent-ils se retrancher derrière des subtilités juridiques et négliger un problème aussi vital ?

P.-E. BRIQUET.

L'Angleterre et le Caucase au XIX^e siècle

Les relations entre l'officielle Angleterre et le Caucase du Nord, au cours du XIX^e siècle, ont été toujours influencées par les rapports anglo-russes. Le rapprochement entre l'Angleterre et la Russie, ou pour mieux dire, le relâchement très caractéristique pour les rapports internationaux à l'époque de l'antagonisme anglo-russe atténuait l'intérêt que portait l'Angleterre au Caucase du Nord, et vice versa, lorsque l'antagonisme anglo-russe s'aggravait, le Caucase du

Nord devenait le sujet favori de la politique étrangère britannique.

Cette constatation s'explique, naturellement, par la lutte que menait le Caucase du Nord contre la Russie, pendant une bonne partie du XIX^e siècle. La diplomatie britannique de cette époque, considérant le Caucase du Nord comme une force active qui pouvait être utilisée au moment opportun pour les fins de la politique britannique. Seul un intérêt des plus égoïstes gui-

dait les entreprises caucasiennes du gouvernement anglais.

Mais en dehors de l'intérêt que les milieux officiels anglais portaient aux choses du Caucase, un vaste mouvement d'opinion se manifestait dans la société anglaise en faveur du Caucase du Nord.

A la tête de ce mouvement était M. David Urquhart, homme de grand coeur, que nos lecteurs n'ont point oublié. Ce mouvement conservait immuablement des rapports particulièrement bienveillants envers le Caucase du Nord, faisant parfois sentir son influence sur les milieux officiels britanniques dans la question nord-caucasienne. Les amis anglais entreprirent maintes fois de leur propre initiative certaines démarches en faveur du Caucase du Nord, mettant le gouvernement devant le fait accompli, le plus souvent gros de conséquences dans les rapports anglo-russes.

Il est bien difficile du reste, de tracer exactement une ligne de démarcation entre les agissements des agents officiels anglais et ceux des amis anglais qui visitaient le Caucase pour y remplir quelque mission. C'est ainsi que M. Urquhart bien que faisant partie un certain temps du service diplomatique britannique en sa qualité d'attaché à l'ambassade de Constantinople, ayant visité le Caucase du Nord à titre plutôt privé ne suscita pas moins le mécontentement de lord Palmerston, alors chef du Foreign Office. Mais il est aussi arrivé que des missions officielles du gouvernement britannique dans le Nord du Caucase étaient remplies par des marchands, des journalistes, voire même par de simples aventuriers. Il suffit de signaler le voyage au Caucase du Nord de M. Stewart correspondant du *Morning Post* en juin

1836 et de M. Knigt en 1837.

Par ces exemples, nous voulons montrer que dans les rapports entre l'Angleterre et le Caucase du Nord, au cours de l'époque examinée, l'initiative privée jouait le même rôle que l'initiative gouvernementale. L'on peut même dire que la première avait l'avantage sur la deuxième et que, ainsi que nous l'avons souligné, en aucun cas ces deux initiatives n'ont été rigoureusement séparées l'une de l'autre.

Nous répèterons que l'initiative gouvernementale a toujours été guidée par de froids calculs alors que l'autre, dans la plupart des cas a été guidée par des sentiments du coeur, par de chaudes sympathies, suscitées par la lutte héroïque d'un petit peuple pour son indépendance.

Bien que l'Angleterre s'intéressât plus particulièrement au Caucase du Nord (pour mieux dire au Caucase dans son entier, si l'on prend en considération les conceptions politiques qui décident du problème caucasien de l'époque), cependant, en raison des conditions géographiques et de la situation militaro-politique à l'époque au Caucase, les liens entre l'Angleterre et le Caucase du Nord se manifestaient uniquement par des liens avec les Adighés occidentaux désignés le plus souvent à l'époque sous le nom de Tcherkesses. Ces rapports avec l'extérieur étaient d'autant plus faciles que ce peuple habitait dans la région côtière.

La première tentative faite en vue d'étudier la situation dans le Caucase du Nord eut lieu en 1834 ; elle est l'oeuvre de M. Urquhart qui agit avec l'assentiment de M. Ponsonby, alors ambassadeur à Constantinople. Pendant l'été de cette année 1834, M. Ur-

quhart, accompagné du capitaine Lyons, se présenta à M. Sefer bey Zan-iko, personnage influent au pays Adighé, lequel habitait à l'époque à Samsoun, en Turquie, et s'étant assuré de lettres de recommandations de sa part pour les chefs adighés et son guide, prit la mer pour gagner les côtes du Caucase.

Ce voyage produisit sur M. Urquhart une impression des plus vives et cette première impression allait déterminer son activité future. La beauté des traditions populaires nord-caucasiennes, la grandeur de la nature, l'aspect fier et indépendant des enfants de la liberté firent de M. Urquhart le champion inlassable de l'indépendance du Caucase du Nord.

A l'occasion de l'arrivée de M. Urquhart, un congrès fut convoqué dans la vallée de l'Agouï. Les représentants du peuple adighé s'y rendirent au grand complet. Le Congrès jura solennellement de ne pas permettre de dissensions intestines et il fut décidé d'envoyer au roi d'Angleterre une pétition élaborée sur le champs, par l'entremise de M. Urquhart.

Dans le milieu du mois de septembre, quinze jours après son arrivée, M. Urquhart regagna Istanbul où il présenta un rapport détaillé sur la situation à lord Ponsonby.

Une année plus tard, juste en septembre 1835, M. Urquhart est nommé secrétaire à l'ambassade de Grande Bretagne à Istanbul. Peu après il fonde une revue bilingue mensuelle, « Portfolio », en anglais (à Londres) et en français (à Paris). Dans le premier numéro de cette revue il publie une « déclaration de l'indépendance des Tcherkesses ». C'est à ce moment que commence la collaboration de M. Urquhart avec les patriotes po-

lonais, le prince Adam Czartorycki et le général V. Zamoiski dont l'activité intéresse le Foreign Office.

Après son voyage chez les Adighés, M. Urquhart comprit qu'une aide effective au Caucase du Nord ne pouvait être apporté qu'en cas de conflit armé entre l'Angleterre et la Russie, aussi de ce jour commence-t-il à préparer ouvertement l'opinion publique anglaise à cette éventualité.

L'incident survenu avec la capture par les gardes-côtes russes de la Mer Noire du vaisseau marchand anglais « Lord Spencer » qui se dirigeait chargé de marchandises vers le littoral adighé fut l'instrument de propagande recherché. Le périodique « Portfolio » lançait ouvertement des appels à la guerre contre la Russie en déclarant que l'Angleterre avait le droit de faire du commerce avec un pays libre, tel que le Caucase du Nord, ajoutant qu'en capturant un vaisseau naviguant sous pavillon britannique, la Russie porte grossièrement atteinte au prestige de l'Angleterre.

Mais la Russie se prêta à un arrangement. Le « Lord Spencer » fut rendu à ses propriétaires qui reçurent en dédomagement la somme de cent livres sterling.

Un nouvel incident, analogue au premier, se produisit en novembre 1836 avec un autre bâtiment anglais, le « Vixen » dont les frères Bell, collaborateurs immédiats de M. Urquhart pour les affaires du Caucase étaient les propriétaires. La manière dont ce bâtiment se fit capturer (il naviguait ouvertement, démonstrativement même dans les eaux territoriales du Caucase du Nord) montre que cet incident avait été provoqué par les propriétaires et qu'ils ne cherchaient point à l'éviter.

Nous insistons sur le fait que les frères Bell étaient étroitement liés avec M. Urquhart. Avant leur départ, ils avaient demandé, non sans en avoir informé ce dernier, peut-être même sur ses conseils, si le Foreign Office reconnaissait le blocus des côtes du Caucase et ils obtinrent une réponse telle qu'elle permettait de conclure que le Foreign Office ne reconnaissait pas de blocus. Si nous prenons ces faits en considération, il apparaîtra clairement que l'expédition du « Vixen » avait été organisé dans le but exclusif de provoquer le conflit armé anglo-russe sur lequel les amis du Caucase du Nord comptaient.

Malheureusement, en dépit de la tapageuse propagande anti-russe, développé par M. Urquhart et ses amis les espoirs des organisateurs de l'expédition ne se réalisèrent point, non seulement en Angleterre, mais aussi dans les autres pays.

Sans la pression des industriels de Manchester qui estimaient qu'une Russie « une et indivisible » est meilleure acheteuse de marchandises anglaises qu'une Russie ramenée dans ses frontières ethniques (1), lord Palmerston manifesta une honteuse faiblesse, bien que, personnellement, il fut l'un des promoteurs non officiels de l'envoi du « Vixen », si l'on tient compte de la réponse du Foreign Office aux frères Bell. Le chef de la politique anglaise s'appuyait en outre sur le traité d'Andrinople, en vertu duquel tout le pays des Adighés (Tcherkeses) était reconnu par la Russie.

L'affaire du « Vixen » fit de M. Ur-

quhart, l'ennemi mortel de lord Palmerston, de ce jour il ne cessa de mener une lutte acharnée contre lui au parlement et dans la presse.

Après cet incident, lord Palmerston fit encore une tentative d'intervention au Caucase. Peu après la saisie du « Vixen », il conseille aux Adighés, par l'intermédiaire de M. Ponsonby, d'ouvrir des pourparlers de paix avec la Russie; dans le même temps, par l'intermédiaire de l'ambassadeur britannique à Pétersbourg, M. Milbanke, il propose d'établir un *modus vivendi* dans le Caucase du Nord. Cette tentative n'eut aucune suite. La lutte des Adighés ne cessa point et le comte Vorontzev déclara, au nom de Nicolas I^{er} qu'il était impossible que le tsar pût se décider un jour, à conclure la paix avec des gens qu'il considère comme ses sujets !

Depuis ce temps, lord Palmerston se désintéressa complètement des affaires du Caucase; il cachait dans son tiroir les pétitions des Adighés, ne répondait même pas à des amis du Caucase, tels que par exemple les frères Bell, s'efforçant en général de limiter en Angleterre l'intérêt que ce pays portait à la lutte qui se livrait dans le Caucase du Nord.

Cependant et malgré ces obstacles, l'intérêt pour le Caucase ne cessa point de se manifester, non seulement dans la société mais encore parmi les représentants officiels du pouvoir et même parmi les diplomates. C'est ainsi que M. Ponsonby, ambassadeur britannique à Istamboul ne cessa de manifester ses sympathies pour la cause caucasienne. Il alla même jusqu'à permettre à Sefer bey et à deux de ses compagnons de s'installer à l'ambassade britannique, acte on ne peut plus démonstratif.

1) En ces temps-là, comme on peut le voir, le problème caucasien était étroitement lié aux problèmes des autres nationalités opprimées de Russie, avec celui de l'indépendance de la Pologne tout d'abord.

Le roi Guillaume IV ne montrait pas moins d'intérêt envers les affaires caucasiennes. L'automne 1836, le secrétariat royal envoya même aux Adighés un agent spécial, James Hudson, chargé de rapporter des informations précises sur les affaires de la région nord - caucasienne. Il faut bien reconnaître que le dit James Hudson s'acquitta par trop légèrement de sa mission, faisant aux Adighés, au nom du roi, des promesses fantastiques, disant à qui voulait l'entendre que l'Angleterre leur viendrait en aide et que non seulement elle fournirait des armes et de l'argent, mais qu'elle leur enverrait encore des forces armées.

L'année 1840, nul ne l'ignore, fut une année de brillantes victoires remportées par les armes adighés. D'un élan vigoureux, les Adighés enfoncèrent la ligne des fortifications russes du littoral créant ainsi une situation particulièrement favorable pour une intervention active de l'Angleterre dans les affaires du Caucase. Mais on ne tarda pas à être déçus : l'année 1840 allait marquer un rapprochement plus étroit entre l'Angleterre et la Russie et cette situation se prolongea jusqu'à la guerre de Crimée.

Pendant cette période, les rapports des Adighés avec le monde extérieur se poursuivent par les seuls agents de M. Urquhart qui, depuis longtemps déjà, s'étant trouvé en conflit avec lord Palmerston avait dû abandonner son poste diplomatique et s'était mis en étroit contact avec les émigrés polonais à la tête desquels se trouvait le général Zamoïski, pour s'occuper de propagande en Europe, en faveur du problème polono-caucasien.

En 1853, Mahomet Emin, naïb de Chamyl, réussit à grouper toutes les tribus Adighés et à établir un étroit

contact entre elles et l'Iman. Cela fait, Mahomet Emin envoie une nouvelle pétition en Angleterre, au nom de la souveraine, la reine Victoria. La pétition resta sans réponse.

Arrive l'année 1854 et avec elle la guerre de Crimée. L'intérêt pour le Caucase se manifeste à nouveau avec une nouvelle force. Sur le littoral adighé débarquent de nombreux agents diplomatiques et missions militaires des Alliés dans le but d'établir des relations avec l'imam Chamyl.

Au mois de mars 1854 une mission militaire anglaise venue sur le vaisseau « Samson » apparaît au pays adighé pour s'informer sur l'état des esprits de la population. Au mois de mai de cette année, l'amiral Lyons de la flotte britannique se présente devant Vardan, accompagné de l'influent Oubykh Ismaïl bey dans le but de prendre contact avec Mahomet Emin. N'ayant point trouvé le naïb à Vardan, l'amiral y laisse le capitaine Brock avec quelques officiers et un détachement de marins avec ordre d'établir des relations avec l'imam Chamyl par l'intermédiaire de Mahomet Emin.

En même temps que les anglais, des agents et des missions d'autres puissances alliées, telles que la Turquie et la France commencent à paraître et bientôt entre ces nombreux représentants commence une rivalité provoquée par une question d'influence au nord du Caucase. Mahomet Emin et d'autres chefs adighés reçoivent une foule de propositions les plus diverses, le plus souvent contradictoires et qui n'étaient point faites pour relever parmi les peuples nord-caucasiens, le prestige des alliés.

Les Anglais s'efforcent une fois encore d'établir un contact avec l'Iman et ils envoient vers lui le colonel Wil-

liams. En 1855, arrive encore un nouvel émissaire du gouvernement anglais, M. Longwort. Ce dernier n'était pas un inconnu pour les Adighés, étant déjà venu remplir une mission au nom de M. Urquhart.

Or, à cette époque même, lord Palmerston continuait son jeu. Sans donner, en tant que chef de la politique anglaise, aucune promesse réelle, il s'efforçait en même temps d'utiliser le Caucase du Nord dans la lutte contre la Russie. Son principal désir consistait à lancer la cavalerie adhigée sur la Crimée. Mais à toutes les propositions faites dans ce sens, Mahomet Emin et les autres chefs répondirent avec raison que la Crimée n'était pas propice à une action de cavalerie massive et qui si les alliés désirent une collaboration militaire plus étroite avec le Caucase du Nord, ils doivent eux-mêmes détacher une partie de leurs forces au Caucase et agir en parfait accord avec les Adighés contre les Russes.

Il est certain que cette dernière proposition était, tant au point de vue militaire que politique, plus conforme à la nécessité que le transfert de détachements de cavalerie adhigée en Crimée.

Il est difficile de dire jusqu'à quel point les alliés utilisèrent le Caucase du Nord pendant la campagne de Crimée, mais d'après le discours de M. Malmesbury à la chambre des Lords on peut déduire que la guerre du Caucase fut d'un grand appui aux alliés.

Les aspirations égoïstes des alliés se manifestèrent tout particulièrement au moment des pourparlers de paix. Il est vrai qu'au début, lord Palmerston ordonna aux délégués anglais, en la présence du premier secrétaire du Foreign Office, M. Clarendon, et de l'ambassa-

leur britannique à Paris, M. Cowley, d'exiger la reconnaissance de l'indépendance de tout le Caucase du Nord, tout au moins du pays des Adighés. Mais au cours des négociations des divergences se manifestèrent entre alliés et la position de l'Angleterre se trouva affaiblie. Finalement le traité de Paris maintenait la situation au Caucase en l'état où elle était, c'est-à-dire sans changement.

Dès lors, une vive agitation se manifesta en Angleterre. M. Urquhart déclina une active propagande contre son ancien rival lord Palmerston, l'accusant de manquer de noblesse, de courage. Au moment de la ratification du traité par la Chambre des Communes, toute une série d'orateurs prit la parole sur la question caucasienne. Le chef de l'opposition, alors des tories, M. Stanley Derby, déclara qu'il était « extrêmement surpris » d'apprendre que le traité de Paris « avait négligé la question tcherkesse ».

A la Chambre des Lords, comme nous l'avons déjà dit, M. Malmesbury fit la déclaration suivante : « Nous devons avouer, Messieurs, que nous avons abandonné les Tcherkesses à leur triste sort, alors qu'auparavant nous leur avons demandé leur appui ; qu'il me soit permis d'ajouter que nous avons très largement profité de leur aide ». MM. Manners, Loyard et Hamilton, membres également de la Chambre des Lords, se déclarèrent hostiles à la ratification du pacte « tant que le sort des Tcherkesses n'aurait pas été décidé ». N'empêche que la majorité gouvernementale, comme on sait, ratifia le traité tel quel.

En 1857, Mahomet Emin, de retour à Damas, envoie une nouvelle pétition en Angleterre où, peu après, se rend un émissaire de Chamyl, certain Djemal Eddin, lequel n'avait rien de com-

mun avec le vieux Djemal Eddin, précepteur et beau-père de l'Iman. Mais, hélas ! oubliant que pendant la guerre de Crimée les alliés avaient fait l'impossible pour nouer des relations avec l'Iman Chamyl, la voix de Djemal Eddin ne fut point entendue et en dépit de sa demande, il ne fut point officiellement reçu.

A la demande des Adighés, cependant, en 1861, le prince Adam Szartorijski devient le représentant officiel en Europe des Adighés, luttant encore en dépit de la tragédie de Gounib, pour leur indépendance. Et c'est ainsi que cette même année, le prince Czartorijski adresse au nom des Adighés une nouvelle demande de secours aux gouvernements d'Angleterre et de France. Cette demande fut remise par le général Zamoïski à la reine Victoria.

En 1862, une délégation extraordinaire, à la tête de laquelle se trouvait Ismaïl Barokoï-iko Dzepch, quitta le pays adighé pour se rendre à Paris et, de là, accompagnée du prince Vithold Czartorijski, fils d'Adam Czartorijski, gagna Londres. La délégation, comme on pouvait s'y attendre, ne put rien obtenir. La politique anglaise n'avait plus besoin des Adighés. Seul, M. Urquhart, cet ami désintéressé des Adighés, accompagna partout la délégation qu'il utilisa pour ranimer la propagande et attirer la sympathie de l'opinion publique anglaise sur les Caucasiens du Nord. Et alors, ayant loué une goëlette, M. Urquhart et le prince V. Czartorijski s'embarquèrent avec un chargement d'armes pour se rendre sur les côtes du pays adighé. Pour couvrir les

dépenses de cette entreprise, M. Urquhart vendit jusqu'à son argenterie.

L'année 1864 marque la fin tragique de la lutte soutenue par les Adighés. Le journal de M. Urquhart *Free Press*, paraît encadré de deuil. Avec son énergie d'antan, ce vieillard a présent s'emploie à organiser des secours pour les émigrants ; il lance un pressant appel à l'opinion publique européenne et demande aux gouvernements de ne point permettre l'expulsion massive des Adighés et leur transfert en Turquie par le gouvernement russe.

Rien ne vint arrêter, cependant, en dépit des innombrables protestations, la mesure inhumaine et barbare du tsar Alexandre II, souverain « le plus libéral » d'entre les tsars de Russie. L'Europe, l'Angleterre en particulier, laissa passer le moment où il était encore possible d'aider efficacement le Caucase du Nord.

Nous voulons espérer que cette négligence sera réparée au nom du triomphe de la justice, dans un avenir prochain, d'autant plus que de graves raisons de politique pratique l'exigent. Il ne faut pas oublier que dans l'état actuel des choses, l'unité des peuples du Caucase peut seule rendre plus effective l'intervention morale de l'Europe, à notre profit.

Et lorsque le Caucase unifié et indépendant deviendra une réalité, l'ombre si noble d'Urquhart et de ses compagnons sera l'un des fondements sur lequel s'établiront les futures relations entre le Caucase et l'Occident.

Jambek HAVJOKO.

Raisons d'espérer

Depuis l'admission de l'U. R. S. S. à la S. D. N., la voie reste ouverte aux nations non libérées de l'ancien empire des tsars, pour faire entendre leurs revendications.

Jusqu'à présent, les peuples qui, moins heureux que les Finlandais, les Esthoniens, les Lettons, les Lithuaniens et les Polonais, n'ont pu s'affranchir et se constituer en Etats indépendants, ont eu beau élever la voix et trouver même des interprètes éloquentes tels que M. Alexandre Choulguine et, en France, MM. Edouard Herriot et Paul-Boncour, leurs réclamations, si justes fussent elles, sont demeurées vaines. Elles ne sauraient plus être étouffées, dès l'instant où l'U. R. S. S. fait partie de la S. D. N. et y occupe même une place en vue. N'appartient-il pas, en effet, à la S. D. N. de connaître des plaintes proférées par les minorités nationales. ?

Or, en l'espèce, il ne s'agit même plus de minorités, mais de nations entières, qui se refusent à comprendre pour quelles raisons, la Pologne, les Etats Baltes et la Finlande ayant recouvré leur indépendance, ce bien si précieux continuerait à être refusé à l'Ukraine, au Caucase et au Turkestan. Sera-t-il donc possible d'imposer plus longtemps silence à 35 millions d'Ukrainiens et à 10 millions de Caucasiens ?

Semblable tâche, que le Guépéou, successeur de la police tsariste, a pu mener à bien pendant quinze ans, lui sera d'autant moins aisée que Moscou doit être fatalement amenée à entrer dans la voie des plus larges conces-

sions. Après avoir reconnu la possession de la Bessarabie par la Roumanie, après avoir signé des pactes de non-agression, avec la Pologne qu'elle hait et les Etats Baltes qu'elle méprise, au nom de quels principes la Russie refuserait-elle d'écouter les Ukrainiens et les Caucasiens ? Elle le pourra d'autant moins qu'il s'agit là d'unités nationales au passé glorieux. L'Ukraine a perdu son indépendance au dix-septième siècle après avoir jeté un vif éclat. Quant au Caucase, qui ne sait qu'il fut définitivement soumis à une date récente (1860), quand les armes tombèrent des mains de son héros national, Schamyl, et de ses derniers compagnons succombant dans une lutte trop inégale, malgré des prodiges de valeur ?

L'U. R. S. S. — ce n'est un secret pour personne — est menacée d'avoir à bref délai la guerre avec l'Empire du Soleil Levant, redoutable par sa population surabondante à laquelle il faut des débouchés (1 million d'excédent annuel des naissances sur les décès), par le patriotisme ardent de cette population et l'absolu mépris de la mort qui anime ses soldats et marins résolus à vaincre pour assurer la grandeur de leur patrie. Si les Nippons attaquent l'U. R. S. S. en Extrême-Orient n'auront-ils pas le concours de l'Allemagne et de la Pologne, celle-ci livrant passage aux troupes du Reich, avec qui elle a signé un pacte de non-agression ?

Simple hypothèse dira-t-on. Soit, mais susceptible de se réaliser, et qu'on aurait tort, par conséquent, de tenir pour négligeable.

Eh bien ! nous prétendons que l'immense péril d'une coalition nippono-germano-polonaise dont est menacée l'U. R. S. S. est de nature à lui inspirer des sentiments plus humains à l'égard des nations qu'elle a maintenues sous le joug.

Après avoir traité d'égal à égal avec l'Ukraine et les Caucasiens, l'U. R. S. S. les a durement opprimés.

« Les jeunes Républiques du Caucase, dit M. Mir Yacoub (1), apprirent à leurs dépens qu'elles avaient été trompées. Les soulèvements sans cesse renaissants — furent féroce­ment réprimés : profitant de l'indifférence de l'Europe et de l'absence de la Turquie — alors en lutte avec la Grèce — les Bolchéviks en 1920 lancèrent contre le peuple d'Azerbaïdjan une armée de 200.000 hommes, et massacrèrent 12.000 Azerbaïdjaniens, on n'a pas oublié non plus les massacres de 1924 en Géorgie.

Instruits par l'expérience, les peuples du Caucase ont jeté les bases, à Bruxelles, le 14 juillet 1934, d'une Confédération groupant l'Azerbaïdjan, le Caucase du Nord et la Géorgie, et à laquelle pourrait s'agréger l'Arménie (article 6).

Ce pacte émet les principes suivants :

« Considérant, que le plein développement des nations n'est possible que dans les conditions de complète indépendance,

« Convaincus que ce but est extrêmement difficile à atteindre autrement que par l'union de toutes les forces du Caucase à l'intérieur d'une frontière commune,

« Persuadés que la sauvegarde des intérêts vitaux des nations du Caucase exige une direction commune de leur politique extérieure et de leur défense nationale... »

Par application de ces principes très sages, la Confédération aura une frontière politique et douanière commune (art. 1), une politique extérieure dirigée par les organes compétents de la Confédération (art. 2), une armée comprenant, sous un commandement unique, les armées des Républiques confédérées (art. 3).

Quant à l'Ukraine, plus connue du grand public grâce à l'épopée légendaire de Mazepa et à l'héroïque histoire de Maroussia, que toute une génération a lue, grâce aussi à la fertilité de son « tchernozème » qui excite les âpres convoitises d'une puissance, avide de conquêtes, on n'ignore pas qu'elle n'attend qu'une occasion pour se soulever.

Menacée d'une conflagration où elle peut périr, l'U. R. S. S. saura-t-elle faire la part du feu, en traitant pendant qu'il en est temps encore, avec les nations frémissant sous le joug ? Ou bien, aveugle comme les Habsbourg qui refusèrent aux Tchèques, aux Serbo-Croates, aux Roumains les concessions seules capables de les retenir, succombera-t-elle victime de son imprévoyance ?

A l'heure même où la S. D. N. risque de déclencher une nouvelle guerre mondiale pour défendre un Etat esclavagiste, il serait paradoxal qu'elle refusât d'entendre les justes revendications de peuples qui invoquent à bon droit leur indépendance consacrée par des siècles d'une histoire glorieuse, leurs traditions et leur haute culture.

Emile de FREMERY

(1) Le Problème du Caucase, pp. 171-172, Paris, Maisonneuve.

„L'Homme malade”

Dans les dernières années du siècle écoulé on avait l'habitude de désigner l'Empire Ottoman sous le nom d'«homme malade». De nos jours, cette épithète peut être donnée en toute justice à l'U.R.S.S. Il est cependant possible que cette dénomination ne soit pas goûtée du lecteur habitué à lire des louanges à M. Staline dans de nombreux articles de presse. Peut-on ainsi désigner un Etat qui a réalisé son plan quinquennal avec succès et qui aujourd'hui réalise son deuxième plan quinquennal, un Etat qui a obtenu tant de succès en politique extérieure au cours de ces dernières années, qui réalise si brillamment l'idéal du socialisme ? Nous pouvons affirmer que tout ce battage fait en Europe autour de ces brillants résultats de l'édification socialiste par les soviétophiles de tout poil, nous est suffisamment connu. Quoi qu'il en soit, nous avons tout droit, ce nous semble, de traiter l'U. R. S. S. d'homme malade et de croire que la biographie des dirigeants actuels de l'U. R. S. S. ne s'éloigne guère dans son ensemble de celle des anciens dirigeants de la Sublime Porte.

En présence de l'U. R. S. S., tout comme devant tout autre pays, se dressent des tâches économiques et politiques découlant d'une part, de l'histoire même du pays et des conditions du développement économique mondial d'autre part. Ce ne sont pas ces incessants et assourdissants battages, pas plus que ces innombrables réalisations plus ou moins douteuses du pouvoir soviétique dans l'édification de ses gigantesques entreprises qui décident la question de son avenir. Cet

avenir est lié le plus étroitement avec la question de savoir s'il lui sera possible de résoudre les tâches économiques et politiques imposées par le passé et qui lui ont été léguées par la Russie impériale.

Les conditions qui ont présidé à la formation de la Russie impériale partent de ce principe : que le développement du pouvoir politique de l'Empire sur une vaste étendue en Europe et en Asie ne s'est pas effectué parallèlement avec la conquête économique des territoires occupés. La domination politique établie ne marchait pas de front avec l'utilisation économique et la colonisation des territoires sur lesquels l'Empire étendait son influence. Une disproportion considérable existait entre la puissance politique de l'Empire et la consolidation économique. Ce fait trouve son expression très nette dans la répartition même de la population sur le territoire de la Russie d'avant-guerre ; cela montre le degré de développement économique de ses différentes parties. La Russie d'avant-guerre, en effet, couvrait une surface de 18 millions 792.000 verstes carrées avec une densité moyenne de population de 8,7 habitants par verste carrée. En outre, dans 60 anciens gouvernements de la Russie d'Europe, la densité de la population sur une surface de 4 millions 345.000 verstes carrées s'élevait à 30,2 habitants par verste carrée, en 1914. En Sibérie et en Asie centrale, cette densité, sur une surface de 14 millions 33.000 verstes carrées n'atteignait que 1,4 habitants par verste carrée. Sur ces vastes espaces, en 1914, habitait une population clairsemée d'en-

viron 20 millions d'habitants. Mais dans la Russie d'Europe où la densité de la population était relativement plus élevée, on trouvait toute une série de rayons d'un caractère quasi-désertique et dont les possibilités économiques étaient encore à une étape toute primitive de développement. Dans cette catégorie venaient se ranger les gouvernements du nord, nord-est et sud-est: gouvernements d'Arkhangel, de Vologda, d'Olonetz, de Perm, d'Orenbourg, d'Astrakhan.

Le problème de la consolidation économique de l'Empire et de l'utilisation de ses vastes étendues, le problème de l'insuffisance d'une seule force mécanique pour la conservation de l'Etat dans les frontières acquises se trouvèrent brutalement posés devant l'Empire à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles. Le développement de l'économie capitaliste, la croissance d'expansion dans toute une série de pays ont posé le problème de l'utilisation et de la consolidation économique, devant les hommes d'Etat de l'Empire, des vastes étendues de territoires qui en faisaient partie. Ce problème fut reconnu comme étant l'un des plus importants à résoudre à la fin du XIX^e siècle, ce à quoi s'attela S. Witte. Mais ce problème était des plus difficiles et des plus compliqués du fait de l'immense étendue des territoires qui devaient être économiquement transformés, surtout si l'on prend en considération la pauvreté de l'Empire en capitaux et en forces culturelles, et c'est ainsi que ce problème ne put recevoir de solution avant la chute de l'Empire.

A partir du début du XX^e siècle, l'Empire entre dans la voie du rétrécissement de ses frontières territoriales. La guerre russo-japonaise de 1904-1905 entraîna la perte de la partie mé-

ridionale de Sakhaline, le territoire du Kwantoung avec les débouchés méridionaux sur l'Océan Pacifique: Port-Arthur et Dalny; elle eut encore pour effet la liquidation de l'influence russe en Corée et un recul en Mandchourie. La complète liquidation de cette influence s'est produite ces derniers temps sous le régime soviétique.

Avec la guerre mondiale, la Russie a perdu toute une série de territoires, en bordure de ses frontières occidentales: Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, une partie de la Russie-Blanche et de l'Ukraine, la Bessarabie, la province de Kars en Transcaucasie, en tout, un territoire de 379.250 kilomètres carrés et une population de 26,9 millions, supérieure à celle de toutes ses parties asiatiques.

Ce serait une grave erreur de croire qu'à la suite de ces réductions de territoire, l'U.R.S.S., successeur de la Russie impériale, a regagné aujourd'hui ses frontières naturelles et qu'elle constitue une unité économique et politique parfaitement consolidée. Les énormes étendues de territoire à l'Est et au Nord de l'U.R.S.S. sont encore dans un stade primitif de développement économique; leur utilisation et colonisation sont toujours à l'ordre du jour. Le problème qui n'a pu être solutionné par la Russie impériale a été légué au pouvoir soviétique. Et la solution de ce problème pour ce dernier est plus compliquée encore du fait de la situation internationale. L'acuité de la question touchant à la non-utilisation des territoires coloniaux est trop connue en ce moment pour qu'il soit besoin de s'y attarder. D'autre part, le gouvernement soviétique doit résoudre les problèmes de mise en valeur de ses régions de l'Est et du Nord à un moment où la situation sur ses frontières européennes, c'est-à-dire



dans des régions économiquement plus développées est sensiblement plus compliquée. L'existence de tendances séparatistes parmi toute une série de peuples de l'U.R.S.S. est un obstacle à la réalisation de mesures non seulement de caractère politique, mais aussi économique. L'avenir du pouvoir soviétique dépend dans une certaine mesure de la mise en valeur des rayons non utilisés jusqu'à présent.

Si l'on examine les résultats obtenus par le pouvoir soviétique dans ce domaine, on en vient à conclure que rien d'encourageant pour l'avenir ne saurait être envisagé. Le pouvoir soviétique a eu la possibilité de réaliser les tâches liées aux particularités économiques de ses confins orientaux et septentrionaux depuis une dizaine d'années, c'est-à-dire vers 1925-1926, lors du rétablissement général de l'économie nationale détruite par la guerre et la révolution. Les tâches que les autorités devaient réaliser au cours de cette période étaient formulées très clairement et bien plus nettement qu'à l'époque de l'ancien régime. Il en est tout autrement de la réalisation des plans projetés.

L'histoire de la colonisation des nouveaux rayons montre que la tâche essentielle qu'il convient de réaliser pour le réveil économique des pays arriérés a toujours été la construction des chemins de fer. La construction de voies ferrées en U.R.S.S. doit jouer un rôle primordial, du fait de sa situation continentale et des possibilités limitées dans l'utilisation des voies fluviales intérieures. Et cependant, l'exploitation des chemins de fer en U.R.S.S. continue à rester jusqu'à présent l'une des branches de l'économie nationale les plus défectueuses. Le développement de la construction des voies ferrées en U.R.S.S. est sensiblement en retard par

rapport à celle d'avant-guerre ; au cours de la période 1895-1915 le réseau des voies ferrées a augmenté annuellement de 2.064 kilomètres en moyenne ; en 10 ans, de 1924 à 1933 il a passé de 73.858 kil. à 83.313, c'est-à-dire que cette augmentation du réseau a été deux fois moindre. Pour ce qui est de l'état de l'exploitation des chemins de fer au cours de la première période quinquennale nous en trouvons un aperçu dans le rapport présenté au 13-ème Congrès du parti communiste-bolchevik par le commissaire aux voies de communication M. Andreev. D'après ce rapport on voit que le réseau des voies ferrées de 1925 à la fin du premier plan quinquennal, si l'on prend le chiffre 100 pour base, atteint 114, le nombre de wagons 126, celui des locomotives 167, le trafic des marchandises 329, le mouvement des voyageurs atteint 330. L'accroissement intensif du trafic et du mouvement des voyageurs ont sensiblement dépassé les normes d'avant-guerre, et cela, ainsi que nous venons de le voir, malgré le faible développement de construction de nouvelles lignes de chemin de fer. Or, le développement de l'utilisation des chemins de fer s'effectuait à un moment où le pouvoir était dans l'impossibilité de mettre en état l'exploitation des chemins de fer. Ainsi que l'indique le commissaire du peuple, Andreev, dans son rapport au XIII^e Congrès, 19.000 kilomètres de rails doivent être renouvelés sur les chemins de fer soviétiques, mais l'industrie soviétique n'est pas à même de produire cette norme. Les voies ferrées pour la plupart possèdent des rails trop légers qui ne permettent pas le passage de lourds convois. Les traverses pourries sur les chemins de fer soviétiques atteignent le chiffre de 31 millions ; la plupart sont recouvertes de sable ne

permettant pas aux convois de trop lourds chargements. La crise des transports ferroviaires atteint un tel degré de gravité que les tâches projetées au cours du deuxième plan quinquennal, nonobstant l'optimisme bolchevik, n'espèrent point liquider cette crise, mais simplement l'atténuer. Dans les plans de développement de l'exploitation des voies ferrées, présentés au XIII^e Congrès du parti, sont envisagés des coefficients d'intensification de transport de marchandises de 1932 à 1937, du coefficient 100 à 178,4; dans le même temps, le coefficient d'intensification des locomotives de trains de marchandises pendant cette période ne va pas au delà de 100 à 120,6, et les wagons de marchandises, de 100 à 124,7.

Non moins intéressants sont les chiffres fournis pour le matériel roulant en 1913 et en 1932. Pour l'année 1913 ce matériel roulant en service dans les limites qu'occupe de nos jours l'U.R.S.S. comprenait : 20.320 locomotives, 532.200 wagons. En 1932, le nombre de locomotives n'atteignait que 19.475 unités et celui des wagons 536 mille 900. Le matériel roulant d'avant-guerre dans les chemins de fer de l'Empire était reconnu insuffisant par tous les spécialistes. En 1932, un matériel roulant bien inférieur desservait un trafic deux fois plus important que celui d'avant-guerre. La situation des transports est considérée, à ce point lamentable par les milieux dirigeants soviétiques que les *Izvestia* du 9 février 1935 mirent en avant le mot d'ordre : il faut arriver à restreindre les transports dans toutes les entreprises. Par la presse périodique nous savons qu'en 1935 l'U.R.S.S. a décidé de restreindre le nombre, déjà insignifiant des trains de voyageurs.

Il ne faudrait pas croire que la si-

tuation défavorable des transports est le résultat d'un désintéressement de la question de la part du pouvoir soviétique. Au contraire, toute une série de faits montre que le pouvoir soviétique est sérieusement préoccupé de la pitoyable situation dans laquelle se trouve cette branche de l'économie nationale, aussi s'efforce-t-il de rationaliser et d'intensifier les moyens de transport dont il dispose. Mais il ne peut donner plus qu'il ne possède. En présence de l'état de pauvreté et d'ignorance du pays, le pouvoir soviétique ne peut mettre à la disposition de l'administration des chemins de fer, un grand nombre de moyens, si nécessaires cependant pour procéder à une reconstruction radicale.

Au XIII^e Congrès du parti, le commissaire du peuple aux Finances, Grinko définit le chiffre des capitaux investis dans ces transports pour l'année 1929-1930 à 1,9 milliards de roubles ; pour l'année 1933, à 3,8 milliards de roubles, pour 1934, à 4,1 milliards de roubles. Les proportions des investissements si on les compare à ceux de l'industrie sont très insignifiants. D'après M. Grinko, les sommes investies dans l'industrie étaient en 1929-30 de 5,3 milliards de roubles; en 1933, de 19,5 milliards, en 1934, de 21 milliards de roubles. La part du lion des sommes dont dispose le pouvoir soviétique est attribuée aux besoins de l'industrialisation du pays, à la collectivisation de l'économie rurale ; il ne reste pour les besoins des transports que des sommes insignifiantes. Et cependant, tant que le problème des transports ferroviaires ne sera pas résolu d'une manière radicale, le pouvoir soviétique ne sera jamais en mesure de résoudre le problème de la mise en valeur de sa périphérie, il ne pourra pas constituer un tout économique de

tous ses territoires. La tâche que le pouvoir soviétique a reçue en succession de l'ancien régime reste sans solution.

Il est douteux que le pouvoir soviétique réussisse à résoudre ces problèmes, à l'avenir. L'histoire montre que seuls les États ayant atteint un assez haut degré de développement économique, disposant de réserves importantes de forces culturelles et techniques peuvent réaliser les tâches coloniales qui leur incombent. Est-il besoin de démontrer que l'U.R.S.S., comme l'ancienne Russie, n'a jamais fait partie et ne le fait pas encore de la catégorie d'États ayant une culture et une économie nationale hautement développées. Est-il besoin de dire que le pouvoir soviétique ne sera pas en mesure de trouver les sommes fabuleuses si nécessaires pour mettre en valeur les régions vastes et désertiques de la périphérie et les lancer dans la voie du progrès.

La situation défectueuse des transports soviétiques n'est pas seulement liée à l'impossibilité de résoudre les tâches colonisatrices qui se dressent devant l'U.R.S.S., mais elle cache de sérieuses difficultés pour le pays en cas de complications militaires. Des

spécialistes en matière de chemins de fer prétendent que la guerre mondiale a trouvé le réseau des voies ferrées de Russie dans un état d'impossibilité de fournir le matériel roulant nécessaires en temps de guerre, les transports en temps de paix n'étant déjà point satisfaisants. Nous avons vu précédemment que les capacités de transport en temps de paix, sous le régime soviétique étaient supérieures à celles de la période de 1914. Les transports ferroviaires en Russie n'ont pas répondu aux besoins du moment pendant la grande guerre. Est-il possible de présumer que les transports soviétiques en cas de conflagration grave seraient en meilleure posture ?

Dans le présent aperçu, nous n'avons attiré l'attention du lecteur que sur un côté de l'économie soviétique. Nous pensons que les faits et arguments exposés ici, nous permettent de désigner l'U.R.S.S. sous le titre de «L'homme malade». Tout comme la Russie impériale du XX^e siècle, l'U.R.S.S. continue à suivre les mêmes voies, qui l'ont conduite à l'inévitable défaite, aux mêmes échecs, à la catastrophe.

V. SADOWSKI.

Les réserves de naphte en Azerbaïdjan

Dans son discours prononcé au VII^e Congrès des Soviets, le commissaire Ordjonikidze déclara que les besoins de naphte de l'U. R. S. S. et plus particulièrement l'utilisation des produits du naphte dans toutes les branches de la vie industrielle augmentent de plus en plus, si bien que le moment viendra où le manque de ces produits se fera sentir. Le naphte et sous-produits trouvent leur emploi dans les automobiles, les tracteurs, les avions, les navires de guerre, etc. dans tout ce qui, pour nous représente la force de l'impérialisme russo-bolchéviek. Nous savons, en effet, que la Russie proprement dite ne possède point ces produits, mais qu'elle les prend dans les contrées dont la population n'est point russe. Ces contrées en effet, sont exclusivement turques et musulmanes, telles l'Azerbaïdjan, le Caucase du Nord, le Turkestan, l'Idel-Oural. Pour maintenir sa domination sur ces terres, Moscou a recours à toutes sortes de moyens, connus de nous, tels que la terreur, l'exploitation éhontée, la russification, la colonisation forcée de ces terres par des éléments russes, etc.

Prenant en considération les paroles de M. Ordjonikidze, examinons maintenant les informations qui nous donnent une idée exacte de la situation de notre pays dans la question du naphte.

L'académicien Goubkine, président de la direction des recherches géologiques estime que les réserves de naphte en U. R. S. S. atteignent en ce moment trois milliards de tonnes, soit

environ 32% des réserves du monde entier. Ces réserves se répartissent ainsi :

Bakou et ses environs

(en tonnes)	1.325.000.000
Emba	639.000.000
Asie centrale	240.000.000
Grozno	138.000.000
Maïkop	81.000.000
Ichimbai	60.000.000

De cet aperçu nous voyons que toute la réserve de naphte en U. R. S. S. se trouve sur des territoires turcs et que la moitié est en territoire azerbaïdjanien. Nous voyons également que si Moscou continue sa politique d'exploitation intensive de terres pétrolifères, toutes les réserves seront épuisées en 66 ans. Il convient d'ajouter que l'extraction du naphte en 1934 s'est élevée à 25.6000.000 tonnes desquelles 20.200.000 constituent la part de l'Azerbaïdjan.

L'on peut se rendre compte du rythme de l'exploitation du naphte par le tableau suivant :

Les recherches et les essais de forage s'expriment de la manière suivante (la proportion des forages des puits est données en chiffres globaux).

Année

1930	90.545 m.
1931	105.886 m.
1932	78.900 m.
1933	98.761 m.
1934	108.717 m.
1935	119.985 m.

Dans le même temps, la profondeur globale des puits en exploitation atteint les chiffres suivants :

1930	334.867 m.
1931	388.940 m.
1932	395.916 m.
1933	409.548 m.
1934	628.880 m.
1935	800.000 m.

(en projet).

Selon le nouveau programme, les nouveaux terrains doivent fournir 7 et demi millions de tonnes. La surface des terrains en voie d'exploitation atteignait en 1931 le chiffre de 628 hectares, en 1933 ce chiffre s'éleva à 1.088 hectares sur lesquels 655 ont été conquis sur la mer, entre Bibi-Eybat et Baïl, deux caps situés dans les environs de Bakou. Nous ne nous attarderons pas sur l'énumération de tous les terrains pétrolifères de notre pays, il nous suffira de signaler les principaux : tout d'abord ceux où se trouvent les nombreux villages situés autour de la presqu'île d'Apcheron et qui sont les plus importants, mais des recherches sont faites dans les autres parties du pays et les sondages ont donné de bons résultats.

Il ne faut pas oublier que des rayons entiers, tels ceux de Balakhana et de

Sabountchi, actuellement presque épuisés, ne donnent plus de naphte, mais cela n'est qu'apparent car des recherches géologiques et les affirmations de l'académicien Goubkine démontrent que si l'on opère des sondages au delà de 2.000 à 3.000 mètres, le naphte réapparaît alors dans les mêmes proportions qu'auparavant. D'autre part, l'académicien Goubkine estime que si d'après le plan quinquennal il est nécessaire d'extraire de 45 à 46 millions de tonnes de naphte sur tout le territoire de l'Union, l'Azerbaïdjan à lui seul doit en fournir de 28 à 30 millions; pour arriver à ce résultat on pense augmenter l'extraction du naphte en 1936-1937 et atteindre le chiffre de 23 millions de tonnes.

On conçoit l'importance de l'Azerbaïdjan dans l'industrie pétrolière mondiale et en U. R. S. S. en particulier. L'on comprend dès lors pourquoi les bolchéviks s'efforcent d'étouffer tout mouvement national, toute velléité d'indépendance nationale des Azerbaïdjaniens; ils n'ignorent pas en effet que ces aspirations mènent dans la voie de l'indépendance et que la Russie risque de perdre ce précieux et riche pays d'une importance capitale pour elle.

M. A.

Document historique intéressant ¹⁾

(Fin)

Chapitre sur l'Etat de Houlagou Khan

En 648 (1249), Houlagou-Khan, fils de Touli-Khan, fils de Gengis Khan. Après la mort de Kiouk-Khan, fils d'Oklag Khan, Houlagou Khan, fils de Touli Khan, fils de Gengis Khan arriva dans l'Etat de Perse et commença à régner 648 (1249). Le peuple persan se plaignit à Houlagou Khan de Mustasim-Bill, Padichah du khalifat abbasside. Ayant entendu ces plaintes, sur le conseil d'un astronome connu, Nasyr-Tusy, Houlagou Khan résolut de faire la guerre à Mustasim-Bill ; il marcha donc contre lui, et demanda des secours à son frère Mengou Khan. Celui-ci lui envoya beaucoup de guerriers. Une armée de 300.000 hommes composée de Mongols, de Tartares et de Turcs, attaque Bagdad, l'assiège et s'en empare en peu de temps. Le dernier Padichah du khalifat abbasside, Mustasim-Bill est assassiné et avec lui finit la dynastie des Abbassides en 656 (1257).

Houlagou Khan marcha ensuite sur Damas dont il s'empara ainsi que de beaucoup de villes ; de là il se rendit en Anatolie, s'empara de beaucoup de villes et y désigna comme vali Izydane Chirvam. Après avoir assassiné son vézir, Seifeddyn Toti, il nomma à sa place le fils de Mehmed, Chemseddin, auteur de l'histoire de Gengis et comme remplaçant, il lui donna son frère, Ataul-Milk-Ala-Eddin.

Après ces grandes conquêtes Houlagou Khan devint le maître incontesté

de la Perse, de l'Irak, de Damas, de Diyar-Bekir et de l'Anatolie ; il régna encore 15 ans et mourut en 664 (1265). Son fils Abakay Khan, avec l'aide de son oncle Kubilay Khan prit la place de son père. Ensuite il guerroya contre son oncle Cheikh Bereket Khan, Padichah du Decti-Kiptchak qui avait auparavant guerroyé contre son père Koulagou Khan. Ayant pillé le pays, il arriva jusqu'à Constantinople. Abakay Khan était brave ; il consolida son Etat et mourut après un règne de 16 ans, en 680 (1281).

Le fils de Houlagou Khan, connu sous le nom de Ahmed Khan monta sur le trône. Il est le premier de la dynastie de Gengis Khan, rejeton de Touli Khan qui se fit musulman. Après un règne de deux ans et trois mois il fut assassiné.

Argon Khan, fils d'Abakay Khan monta sur le trône. Il assassina Chemseddin-Mahmed qui avait été grand vizir durant le règne de quatre khans. Il mourut après sept ans de règne, en 690 (1291). Key-Hatou-Khan, fils d'Abakay Khan monta sur le trône. Après un règne de quatre ans il fut assassiné en 695 (1295) par son parent Baydou Khan, fils de Taraguay-Khan, fils de Houlagou-Khan, il mourut la même année. Sultan-Mahmed-Gazan-Khan, fils d'Abakay Khan, fils d'Houlagou Khan, lui succéda. Après un magnifique règne de huit ans en 709 (1303) il mourut, laissant le trône à Uldjayt-Khan-Sultan-Mehmed-Hudabende, frère de Gazan-Khan. C'est durant son règne dans le pays de Perse que fut bâtie la capitale, Sultanie. Après 14

1) « Prométhée », Numéros 104-110.

ans de règne il mourut en 717 (1317). Le puissant Sultan-Ebu-Said-Bahadyr-Khan, fils de Hudabende-Khan lui succéda. Il fut le plus grand et le plus brave de tous les Khans. Il mourut après un règne de vingt ans en 736 (1333) et fut enseveli dans la ville de Soultanie dans la Mosquée des Huit Minarets dans un magnifique sépulcre, décoré et sculpté d'écrits tirés du Coran. Après la mort de ce puissant sultan, l'Etat Mongol tomba en décadence. Les noms des Khans de la dynastie de Gengis Khan, qui ont régné après lui sont connus ; ils ont régné comme Padischahs et ne jouissaient point d'une complète indépendance, car les sultans du temps d'Ebu-Said Khan ne demeuraient pas dans la capitale Sultanie, se trouvant toujours en guerre. Ils finirent par tomber entre les mains du khalife Bouzerek-Hassan, fils de Cheikh Hussein-Gor-Khan qui provenait aussi de la dynastie de Gengis Khan, fondateur du grand Etat.

Voici les noms de ces sultans. Arpa Khan, fils d'Ali, fils de Baydou Khan, fils de Taraguay, fils d'Houlagou Khan, mort après un règne d'un an. Moussa Khan, durant le règne duquel Buzerek Hassan plaça sur le trône un certain sultan Mehmed de la dynastie d'Houlagou. Mais avec l'aide d'Ali-Chah-Khan de la dynastie de Houlagou Khan Mehmed Khan reconquit son trône avec l'aide de Buzerek Hassan. Durant la bataille, Ali-Chah est tué, Moussa Khan vaincu s'enfuit, mais en 737 (1336), il est fait prisonnier et assassiné. Mehmed Khan est mentionné que certains appellent Mahmoud Khan, fils de Madjuni, fils d'Amutchin, fils d'Houlagou-Khan, lui succède. Il meurt en 738 (1337). Tagor Khan prétendant au trône voulut s'en emparer mais il fut obligé de s'enfuir au Mazendéran. Buga-Timour Khan, Chah-

Zade - Chany - Bike - Hatoun, fille de Mehmed Khan épouse de l'un des princes de la dynastie d'Houlagou Khan, monta en cette qualité sur le trône en 739 (1338). Souleyman Khan, fils de Mehmed, fils de Satki, fils d'Ahmed Khan, fils d'Houlagou Khan lui succéda. Il régna conjointement avec sa femme, Chehi Bike Hatoun. Djihan-Timur-Khan-Al-An-Anyaki, fils de Ryanany-Khan de la dynastie d'Houlagou Khan. Après lui la dignité de Khan fut abolie. La couronne de Perse passa à Echref Timour-Tach, fils de Tchoubane, Padischah du sultan Mahmoud-Djani-Bek-Khan, fils du sultan Mehmed-Ouzbek Khan, vizir d'Ebu-Said Khan, qui fut vaincu par le Padichah du Dechti-Kiptchak. Le beau-frère d'Emir Tchoubane-Hassan, fils de Cheik-Husein-Gor-Khan, fils d'Argon Khan devenu simple Bey divorça d'avec sa femme Delchat, fille d'Emir-Tuchibane, afin de la marier à Ebu-Said-Khan ; il en fut récompensé et désigné en Anatolie comme vali. Grâce à l'appui de ses alliés, Hassan devint sultan dans l'Etat de Bouzerek, le Chirvane, après la mort de ce dernier.

Plus tard, Alkan Yan ayant conquis les villes de Basserah, Chail (Wehle) Bagdad et le pays qui se trouvait alors sous la domination de Tchoubane Khan, il devint sultan d'Irak et fondateur du pays.

Le sultan Mahmoud-Djani-Bek-Khan, étant padichah du Dechti Kiptchak désigna son fils Berdy-Bek-Sultan en qualité de Khan d'Azerbaïdjan et de Tubriz.

Après la mort de Djan Bek Khan, Berdi-Bek laissant Tabriz, revint au Dechti-Kiptchak et occupa le trône de son père ; il confia le gouvernement de l'Azerbaïdjan au Sultan Aviz, fils de Buzerek Khan, fils de Dilchat Khan. Sultan Aviz ayant assassiné le

gouverneur Ahmerdjyk, s'empara des villes de Tabriz, Semase, Sultanie, Ardebil, Hay, Diyar-Bekir et Chirvan et mit de l'ordre dans tout le pays. Ensuite il partagea l'Etat entre ses quatre enfants. Il mourut en 774 (1372).

Après la mort de son père, Hussein, fils d'Aviz, monta sur le trône, mais les alliés de son frère Ahmed l'obligèrent à s'éloigner.

Tourkmène-Kara-Mehmed, fondateur de l'Etat Kara Koyounlou prêta son appui au second fils d'Aviz, mais Kara-Mahmed l'assassina avec tous les enfants et avec ses alliés. Ainsi finit la dynastie des sultans de la race d'Alkan-Yan en 823 (1420). Ensuite Timourlenk chassa les beys Kara Koyounlou des environs de Tabriz. Ainsi périt la dynastie des Houlagou Khan en Perse ; les Khans de la dynastie de Gengis Khan perdirent leur indépendance et disparurent.

Chapitre sur les Etats qui se sont trouvés sous la domination de la dynastie Gengis-Khan et d'autres tribus tartares

1) Les Padichahs de Chine et de la Vieille Mongolie étaient de la dynastie de Chine et durant 300 ans ils se trouvèrent inactifs ; ils reparurent enfin de Touli-Khan, mais ils furent chassés et commencèrent à guerroyer. Actuellement la Chine et la Mongolie portent le nom d'Ouloug-Hanly (Grand Khanat).

2) A l'ouest du pays chinois, se trouvent des villes dépendant tantôt de la Grande Mongolie, tantôt du Petit Kapouk ainsi que des villes situées dans des pays situés au midi de la Chine : Kachgar, Artail, Ob ; les pays situés au nord se nommaient Ouloug-Khani Tatar (Grand Khanat Tartare).

Mais les Moscovites ayant occupé

les pays jusqu'à la mer de Djem (Karsk) purent retirer de grands profits des peaux des animaux à fourrure auxquels ils faisaient la chasse.

Le pays sur lequel régnait Ouloug Khan compte 500 milles de longueur et 300 de largeur ; Ouloug Khan changeait de place d'après les saisons ; il guerroyait tantôt avec les Chinois, tantôt avec les Kalmyks. En 1035 (1625), poussé par les Moscovites, il marcha contre le Tatarstan ; il ruina et pilla le pays Ouzbek durant 15 ans. On le nomme Kara Kalmyk. Ces Kalmyks diffèrent de ceux qui appartiennent aux Moscovites. Ces derniers appartenaient jadis à l'Etat de Crimée, mais sur les conseils des Moscovites, ils devinrent leurs sujets. Ils habitent entre les rivières Yaik et Volga.

Dans les pays d'Ouloug-Khan demeure un groupe de musulmans nommés Kara-Ouli. Il n'y a point de chrétiens, mais l'on y trouve des païens.

3) Les deux khans qui règnent dans l'Etat Ouzbek, l'Etat Bethchan (Badakchan), Djagataï et Karskan appartiennent à la dynastie de Djoutchi Khan, fils de Gengis Khan. Ils se font toujours la guerre et vivent en désaccord.

Les Moscovites en profitent, ils les excitent même, craignant qu'en aidant l'Etat de Crimée ils ne facilitent la ruine du pays moscovite, comme au temps de Timourlenk, de Gengis Khan et de ses successeurs.

Si les Moscovites étaient plus éloignés du pays Circassien et de la forteresse de Terek, on pourrait persuader les tribus Ouzbeks et Kalmyks à marcher contre Moscou ; on pourrait ainsi délivrer beaucoup de Musulmans de Turcs et de Tartares qui y sont en esclavage. Si les Moscovites étaient chassés des environs de la mer Caspienne la traversée par cette mer se-

rait très facile pour chaque nation et les musulmans qui habitent dans ces parages recouvreraient leur liberté.

4) Les sultans et les beys de la dynastie de Djoutchi Khan qui se trouvaient parmi les Circasiens, étaient puissants et forts. Mais de nos jours, seuls les Circassiens qui appartiennent au Khanat de Crimée, le pays d'Akerman, du Borystène, d'Aksou et des

pays Kazak (Kozak) avec la forteresse de Samaru et la forteresse de Vare ont une certaine autorité.

Si l'on va de la porte de Perekop vers l'Est, on rencontre la forteresse Mamute et celle de Touzla si l'on va du côté d'Azov.

C'est par ces mots que se termine cette histoire, l'année 1213 (1798).

Revue de la presse

LE PACIFISME DE L'U.R.S.S.

Il est à la mode de chanter des louanges à l'égard de l'U.R.S.S. Un des volontaires de cette armée de propagande bolchéviste, M. André Corswant, a pu exprimer en plein son admiration béate dans le journal socialiste suisse, *La Sentinelle*, dont l'indépendance et le courage sont pourtant hors de doute. Dans le même journal, un chef socialiste, Robert, député au Conseil National suisse, lui a donné une réponse cinglante où il dit entre autres choses :

« Vous dites que l'armée rouge est pacifiste, qu'elle l'a prouvé face au Japon.

« Que ne l'a-t-elle prouvé face à la Géorgie, envers laquelle son pacifisme eût été infiniment plus glorieux que face au Japon ! Cette petite république socialiste n'a-t-elle pas été envahie en pleine paix, au mépris des traités ? Si l'armée rouge n'est pas poussée par les fabricants de canons, elle n'en a pas moins subi l'attraction des puits de pétrole du Caucase. Où est la supériorité aux yeux d'un socialiste ? »

Ensuite l'éminent député socialiste Robert a consacré spécialement un excellent article à la question géorgienne que nous aurons le plaisir d'offrir à nos lecteurs.

LA QUESTION GEORGIENNE EST A L'ORDRE DU JOUR

Le Mouvement Pacifiste, organe du Bureau international de la Paix, dont le siège est à Genève, en signalant à ses lecteurs la parution à Londres du premier numéro de « *Georgica, a Journal of Georgian and Caucasian Studies* », écrit ce qui suit :

« La question géorgienne est à l'ordre du jour. Le fait que la Russie a adhéré à la Société des Nations et qu'elle joue aujourd'hui un rôle de premier plan au sein de cette institution par ses interventions directes, sans parler de l'activité que déploient dans les différents pays d'Europe les agents de la III^e Internationale, est une raison de l'y maintenir. Les pacifistes seront les derniers à l'oublier. Nous nous souvenons d'ailleurs que la promesse en fut faite par les partisans eux-mêmes de l'entrée de la Russie dans la Société des Nations, à l'époque où cette grave question pré-occupait les esprits.

Les patriotes géorgiens ne restent pas d'ailleurs inactifs. Cette revue, d'une belle présentation, agrémentée de hors-textes, est un témoignage d'ardeur et de foi. Elle paraît en anglais et est l'organe de la Georgian

Historical Society qui a pour président sir E. Denison Ross, et pour secrétaire A. Gugushvili, Commonwealth House, Chipperfields, Herts. Elle a pour but de renseigner tous les amis de la Géorgie, qui sont par définition des amis de la liberté, sur l'histoire de cet intéressant pays, sa culture, ses institutions, les artistes et hommes éminents dans les différents domaines qu'à produits ce peuple, et dont plusieurs ont joué d'ailleurs un rôle dans le développement de la civilisation européenne.

Nous faisons des vœux pour que ce nouvel organe trouve un grand nombre de lecteurs et vaille des adhérents à la cause de la Géorgie et de tous les peuples du Caucase.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LES PEUPLES OPPRIMÉS

Réunies le 21 février en session ordinaire de la fin d'hiver, à Genève, les commissions permanentes de l'Union Internationale pour la Société des Nations ont discuté les nombreuses questions mises à leur ordre du jour : organisation du Congrès mondial de la Jeunesse (convoqué pour le 31 août), minorités nationales, questions économiques et sociales, problèmes d'éducation, définition de l'agresseur, réforme de la S.D.N., etc. Comme d'habitude, sur toutes ces questions des projets de résolutions ont été élaborés d'avance et déposés par les associations des divers pays, la plupart d'entre eux émanaient des deux associations française et anglaise, qui sont les plus grandes et les plus actives.

Il convient de signaler ici qu'un tel projet de résolution, accompagné d'un volumineux mémoire justifiant son urgence, a été déposé par l'association française, représentée par ses éminents dirigeants, tels le professeur Emile Borel, président, Mme Malaterre-Sellier, les professeurs Georges Scelle et Prudhommeaux, Jean Dupuy, etc. Ce projet de résolution concernait la violation par le Japon de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Chine. C'est M. Prudhommeaux qui a fait, ou nom de son association, une exposé substantiel à la réunion de la Commission Juridique et

Politique présidée par M. Borel, en vue de soutenir le projet français dont le premier alinéa a la teneur suivante :

« La XX^e assemblée, constatant que le Japon, contrairement à la foi due aux traités et aux règles élémentaires du droit des gens, a envahi le territoire de la Chine, Etat membre de la Société des Nations ; qu'il a continué ses opérations militaires malgré les avertissements et les conseils de la Société des Nations ; qu'il a créé artificiellement un Etat fantôme, le Mandchou-Kouo, et conclu avec lui une alliance en violation de son engagement formel de respecter la souveraineté politique et l'intégrité territoriale de la Chine ; qu'il s'est rendu maître de cinq provinces septentrionales de la Chine, et qu'il menace d'une agression armée la Mongolie et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ; »

Le septième et dernier alinéa est ainsi conçu :

« Invite instamment la Société des Nations à mettre la question des empiètements du Japon sur la Chine à l'ordre du jour de la prochaine réunion de son Conseil, et demande aux Associations pour la S.D.N. d'agir énergiquement auprès de leurs gouvernements respectifs pour que ceux-ci prennent en commun à Genève les mesures propres à mettre fin à une situation contraire à ce qui est la raison d'être de la Société des Nations : la défense du droit des peuples à l'indépendance et le maintien de la paix du monde. »

La proposition française a été vigoureusement soutenue par deux représentants de l'association chinoise. Le délégué japonais, naturellement, a pris le contrepied. Alors que le projet, semblait-il, allait être adopté, le représentant géorgien, M. Chavichvily, intervint en ces termes :

Certes, l'initiative française est gênéeuse. Ce n'est donc pas pour m'opposer à cette proposition que j'interviens ; au contraire, pour la soutenir.

Cependant, la proposition me semble incomplète. Il faut la compléter.

En effet, la Chine n'a pas seulement un voisin incommode, mais elle en a deux qui sont également agressifs, également envahisseurs. S'il y a un Etat créé par un voisin, sur le territoire chinois, il y en a un autre qui est créé par un autre. Si le gouvernement du Mandchoukouo prend ses instructions à Tokio, le gouvernement de la Mongolie extérieure les prends à Moscou. De plus, il y a en Chine des troupes communistes qui se battent contre les troupes nationales chinoises et qui sont équipées et soutenues par le gouvernement soviétique contre celui de Nankin. A plusieurs reprises, au cours de ces dernières semaines, vous avez lu tous les télégrammes arrivés de Chine disant que les troupes communistes venaient de remporter la victoire sur les troupes nationales chinoises et que Hanan était menacé.

Je comprends que, du point de vue chinois, une tactique d'utiliser un ennemi contre l'autre est admissible, mais cela ne convient pas à l'Union Internationale pour la S.D.N. et sa résolution ne peut pas être unilatérale. Dirigée seulement contre un ennemi de l'indépendance de la Chine, elle serait nécessairement favorable à un autre.

Et puis, il n'y pas que la Chine qui souffre de l'invasion étrangère, il y a mon pays, la Géorgie, qui gémit sous l'oppression étrangère, il y a d'autres peuples du Caucase : Azerbaïdjan, Caucase du Nord et Arménie ; il y a l'Ukraine et le Turkestan. En félicitant l'Association française pour sa généreuse initiative, je l'appuie et j'exprime ma conviction qu'elle prendra bien d'autres initiatives aussi généreuses et nobles dans des cas analogues.

J'ai tenu, Messieurs, à dire tout cela pour maintenir intacte la conscience de l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations. »

Après cette intervention, le délégué chinois a de nouveau pris la parole et, tout en remerciant M. Chavichvily pour ses sympathies exprimées à l'égard du peuple

chinois, s'est efforcé en vain de lui prouver que le cas de la Mongolie était tout différent de celui du Mandchoukouo et a prié la commission d'adopter d'urgence la proposition française telle qu'elle était. Mais les délégués français, eux, se sont rendu compte de l'inconvénient qu'il y avait de faire voter la proposition sans être amendée, ce qu'ils ne voulaient pas et ils ont proposé le renvoi de leur projet de résolution à l'étude des associations afin que la XX^e Assemblée de l'Union, qui se tiendra à Glasgow au début de juin, puisse se prononcer. Cette nouvelle proposition française faite par Mme Malaterre-Sellier, a été adoptée à l'unanimité par la commission.

COMMENT MOSCOU TRAITE LES COMMUNISTES CARELIENS

Le gouvernement soviétique a une façon particulière de respecter les engagements qu'il a pris vis-à-vis des peuples non-russes faisant partie de l'U.R.S.S. On sait les mesures de vexation, pour ne pas dire plus, dont sont victimes les Ukrainiens et les habitants des républiques du Caucase, mais ce qu'on ignore généralement, c'est la véritable terreur qui règne actuellement en Carélie, devenue république prétendue autonome, et habitée depuis un temps immémorial par une population finnoise.

Moscou poursuit en Carélie une politique de dénationalisation à outrance. La langue russe a été rendue obligatoire dans les écoles et les clubs communistes finnois, désormais interdits, ont été contraints de fusionner avec les clubs communistes russes. Les fonctionnaires indigènes ont été tenus de russifier leurs noms, sous peine de poursuites. Tout récemment, le Comité central de la république a été avisé de la déposition du président de cette république, M. Edouard Gylling, et de son remplacement par Bouchouyeff, originaire des environs de Moscou. Une mesure semblable a été prise à l'égard du secrétaire régional du parti communiste, le finnois Rovio, qui a dû céder la place à Irklis, étranger à la Carélie.

Toutes ces mesures contraires au traité de Dorpat, qui garantit à la Carélie le droit de disposer d'elle-même, contraires aussi à la Constitution soviétique et au traité de Riga, vont de pair avec d'autres plus catégoriques : le gouvernement de

Moscou déporte les Caréliens qui ne mettent pas à se laisser russifier tout l'empressement désirable, et naturellement, pour hâter la dénationalisation du pays, les vides sont comblés par des Russes authentiques. De nombreux milliers de Caréliens ont ainsi été expédiés sans espoir de retour dans la région de Tomsk, dépeuplée par la famine. Quant au crime de Gylling, on l'aperçoit d'autant moins qu'il a admis bon nombre de ces déportations et qu'il n'a pas soulevé d'objections à l'installation dans le pays de plus de 120.000 Russes.

Des mesures du même genre et tout aussi radicales sont prises à l'égard de l'Ingrie cette région située au sud de la Finlande et grâce à laquelle l'U.R.S.S. a conservé un accès à la Baltique.

WARDZIA, VILLE SOUTERRAINE

La *Komsomolska Pravda* (4 mars) décrit les résultats des recherches archéologiques poursuivies à l'emplacement de la ville de Wardzia, en Géorgie, sur la rive gauche de la Kaura.

La ville fut détruite par les Persans au XVI^e siècle. En réalité elle reste intacte : c'est une ville-forteresse souterraine creusée dans un bloc de rocher. Les grottes et les tunnels se prolongent en tous sens sur plusieurs kilomètres. Le plan de la ville s'est conservé sur une fresque de la salle centrale souterraine ; une femme représentée sur cette fresque, la reine Thamar, tient à la main ce plan. On a retrouvé les locaux d'anciennes caves de vin, de boulangerie, de thermes ainsi que de pharmacie et de bibliothèque.

La garnison de la forteresse de Wardzia atteignait 20.000 hommes. Ils étaient pourvus pour longtemps de provisions qu'on gardait dans ces caves ingénieusement creusées dans le rocher.

LE JAPON ET L'U.R.S.S.

Le Figaro, dans son numéro du 28 février, publie l'article, intitulé « La fièvre japonaise », de M. Roger Labonne, grand connaisseur des proglèmes du Proche et de l'Extrême-Orient et auteur de plusieurs remarquables articles sur l'Ukraine, parus il y a quelques années, dans « La Revue de Paris », « Le Correspondant » et « La Revue Universelle ».

M. R. Labonne donne une analyse claire et voyante des derniers événements au Japon et de leurs répercussions possibles sur le plan international :

« Ce danger, cet immense danger (le danger japonais) la Russie le perçoit en frappant à toutes les portes des Etats bourgeois pour solliciter leur appui ou leur alliance.

« Prise dans l'étau nippon-allemand, en butte aux menées séparatistes qui continuent à couvrir au Caucase, en Ukraine et au Turkestan, elle ressemble un peu à une noix fragile, une noix creuse, malgré la belle apparence de sa coque, c'est-à-dire de ses escadrilles et de ses formations motorisées. »

L'UNITE DE L'UNION SOVIETIQUE EXISTE-T-ELLE ?

Dans sa série d'articles sur la politique étrangère dans *L'Ami du Peuple*, M. Robert Valléry-Radot ne manque jamais l'occasion de souligner une fois de plus la mensongère unité de l'Union soviétique et les aspirations séparatistes des peuples qu'elle tient sous sa férule :

« Les Soviets ne sont pas la Russie. Le camarade Litvinoff l'a déclaré lui-même, lors de la fatale admission de l'U.R.S.S. à Genève, le 18 septembre 1934 : « L'Union soviétique elle-même, disait l'ancien terroriste de Tiflis, avec l'aplomb qu'on lui connaît, constitue une Société des Nations au meilleur sens du terme, étant donné qu'elle groupe plus de deux cents nationalités... »

« Il ajoutait, sans rire, que « jamais on n'a vu tant de nations co-exister si paisiblement dans le cadre d'un seul Etat ». Il n'avait certainement pas consulté les Ukrainiens, ni les Géorgiens. Mais ceux-ci, et bon nombre d'autres, parmi les deux cents nationalités, si une guerre survenait, ne tarderaient pas à reprendre leur indépendance. » (3 février.)

Et dans un autre article, M. R. Valléry-Radot ironise :

« Nous espérons que le camarade Litvinoff sera chargé de traiter du terrorisme international à la prochain-

ne assemblée, puisque cette question sera inscrite à l'ordre du jour. Il nous donnera des indications utiles sur la façon de la réprimer spécialement en Ukraine... ou à Tiflis. » (25 janvier.)

« Les problèmes de l'Ukraine devraient éminemment intéresser la S.D.N., conclut-il, mais elle ne s'en occupe pas. »

CHRONIQUE

UKRAINE

LES OUVRIERS DESERTENT EN MASSE LES ENTREPRISES SOVIÉTIQUES.

« *Pour l'Industrialisation* », journal soviétique paraissant à Moscou, fournit des précisions sur les désertions des usines de l'Ukraine par les ouvriers.

Ainsi, dans le district de Kryvy Rih 3.500 ouvriers font défaut, à Nikopolboud 1.500, tandis qu'à Zaporijstal ce sont 2.000 ouvriers qui ont déserté dans l'espace de quelques jours seulement. On pourrait multiplier ces exemples à volonté. Le journal voit la raison de ces désertions dans « le manque d'attention de l'administration envers les êtres humains ».

LE MOUVEMENT STAKHANOVISTE EN U.R.S.S.

Les journaux soviétiques ont de grandes difficultés pour remplir leurs énormes feuilles. Tâche difficile dans un pays où la liberté de la presse est abolie depuis des années et où chaque question comporte des côtés tellement dangereux et épineux pour les rédacteurs qu'ils ne cessent de trembler pour leur sort. On traite donc surtout les problèmes économiques et sociaux, évi-

demment au point de vue du gouvernement et des dirigeants du parti communiste.

On fait de la propagande dans le domaine de l'industrie et, dernièrement, de l'agriculture.

C'est toujours une propagande qui concerne les questions de « choc », c'est-à-dire celles qui sont à l'ordre du jour.

Actuellement, c'est le mouvement « stakhanoviste » qui préoccupe la presse soviétique et que l'on baptisa du nom de l'ouvrier Stakhanov, qui l'a déclenché. Stakhanov était un simple mineur dans une mine de charbon du Donetz, qui eut l'idée d'augmenter la production coutumière en invitant chaque ouvrier à se spécialiser dans un genre de travail. En somme, le « stakhanovisme » est le système de « rationalisation » en usage dans le monde « capitaliste », que le gouvernement de Moscou tâche d'appliquer, par force ou par une propagande habile, à toute l'industrie soviétique... Le « nouveau système » de Moscou vise aujourd'hui l'ouvrier qui appartenait depuis des années à la classe la plus privilégiée de l'Union.

C'est le paysan, et surtout le paysan ukrainien qui supportait jusqu'à pré-

sent la charge écrasante des plans « planétaires ». Le paysan réduit au servage effroyable, à une misère noire, a fait les frais du plan quinquennal et a nourri de son propre blé les ouvriers et surtout l'armée. Le rendement déficitaire de l'industrie était compensé également par le paysan.

Si l'on eût continué ce régime, il aurait amené la ruine totale du paysan et la catastrophe générale. Les dirigeants soviétiques le comprirent et un brusque changement intervint : suppression des cartes de pain, stabilisation du rouble (réforme importante pour les paysans), diminution des salaires des ouvriers industriels, certaine liberté de commerce pour les paysans également. En un mot, on a décidé d'alléger le sort du paysan en U. R. S. S. !

D'autre part, la dictature soviétique, s'appuyant sur le parti communiste et la police d'Etat (le Guépéou), croit pouvoir ne plus ménager la classe ouvrière et lui reprendre les privilèges d'autrefois. C'est une lutte nouvelle qu'engage Staline et dont il est impossible d'escompter le résultat final.

On peut également constater que l'ouvrier est loin d'être aussi docile qu'on le croyait.

Les journaux soviétiques signalent de nombreux actes de sabotage contre le « nouveau système », même de la part des communistes. En Ukraine, cette lutte est encore plus âpre, le nationalisme ukrainien s'opposant toujours à la dictature moscovite.

Les *Visty*, journal communiste en langue ukrainienne, dans le numéro du 18. XII, signalent que des actes de sabotage ont été commis à l'usine Chevchenko, contre le « stakhanovisme ».

D'après le même journal (20.XII), le directeur d'une usine de Donetz est condamné à la déportation en Sibérie

pour le même délit. A l'usine métallurgique Krématorski, l'instructeur de la nouvelle méthode, Jivovitch, a été assassiné et ses deux collègues blessés. Les *Visty* du mois de janvier continuent à annoncer le sabotage de différents genres contre le même système.

« LA PRISON DES PEUPLES ».

Le gouvernement soviétique soutient toujours une lutte contre ses propres sujets qui font l'impossible pour franchir les frontières et quitter le paradis communiste. Ceci concerne surtout l'Ukraine, le Caucase et le Turkestan, où la population ne cesse jamais de lutter avec les oppresseurs. Pour parer aux évasions, un nouveau décret a été publié (*Visty* du 27. XII. 1935) défendant, sans autorisation spéciale de pénétrer dans les zones frontières de l'U. R. S. S. Toute personne contrevenant à ce décret encourra des peines allant jusqu'à 3 ans de prison. Il est à signaler que cette zone défendue est large parfois de 150 kilomètres. Ainsi la population de l'U. R. S. S. est emprisonnée par ses dirigeants et si, autrefois, on nommait la Russie tzariste « prison des peuples », celle d'aujourd'hui, le mérite plus que jamais.

UNE IMPORTANTE DECLARATION DES PARLEMENTAIRES UKRAINIENS A LA DIETE ET AU SENAT POLONAIS.

Le député ukrainien, M. Celowicz, secrétaire général du parti national-démocrate (U. N. D. O.), a fait une importante déclaration à la commission du budget lors de la discussion des crédits pour la défense nationale : « la situation politique dans le monde entier, la course aux armements et, sur-

tout les projets du Komintern menacent aussi bien l'Etat polonais que les intérêts du peuple ukrainien. Cela exige une armée numériquement forte et bien équipée. Etant donné qu'une telle armée correspond aux intérêts des Ukrainiens, le groupe parlementaire ukrainien votera pour le budget du Ministère de la Guerre.

LA FETE NATIONALE UKRAINIENNE.

A l'occasion de l'anniversaire de la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine (22. I. 1918), des fêtes commémoratives se sont déroulées dans tous les pays où se trouvent des Ukrainiens (sauf l'Ukraine soviétique) selon un rite déjà consacré : messe à l'église suivie de réunions politiques et artistiques. A Paris, M. Choulguine, Chef de la Mission Ukrainienne, a donné une réception pour la colonie ukrainienne, au cours de laquelle le Président Prokopovitch a prononcé une émouvante allocution évoquant la mémoire des morts pour la patrie et soulignant l'union de tous les Ukrainiens dans leur lutte pour l'indépendance. Il a également adressé ses vœux à la Mission Ukrainienne à l'occasion de son 15^e anniversaire.

UNE CHAIRE D'ETUDES UKRAINIENNES A LONDRES

D'après une information du « Bureau Ukrainien » le Comité anglo-ukrainien a décidé de créer, à l'Université de Londres, une chaire d'études ukrainiennes. Le projet est en voie de réalisation.

LA PROPAGANDE COMMUNISTE EN GALICIE ORIENTALE

On se donne beaucoup de peine à Moscou, depuis plusieurs années, pour développer la propagande communiste en Galicie Orientale, laquelle d'ailleurs avait remporté un certain succès. Mais la famine de 1933-34, la politique de terreur menée par Moscou en l'Ukraine soviétique ont ouvert les yeux aux Ukrainiens de Galicie où même les militants du parti communiste local ont déserté en masse. Ce changement d'esprit inquiète beaucoup Moscou qui active encore sa propagande en créant trois nouveaux périodiques en langue ukrainienne. Mais, n'ayant pas trouvé de vrais Ukrainiens pour cette besogne (comme le relate le quotidien ukrainien *Diloj*, les Soviets ont recours aux étrangers qui s'expriment tant bien que mal en un ukrainien aussi incorrect que vulgaire.

E5114E
1935

Édition et Imprimerie
Rapide de la Presse
O. ZELUK
5, rue Saulnier, Paris